

UBS désembourbée, UDC démasquée

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2010)**

Heft 1874

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009834>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

UBS désembourbée, UDC démasquée

André Gavillet • 18 juin 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/14138>

Leçon à tirer d'un épisode historique et pénible

Le résultat est tombé. Prévisible et prévu. L'accord de Washington a été ratifié, la seule incertitude ayant été, à ne jamais exclure, un accident de parcours comme un pneu crevé.

Le Conseil fédéral n'a pas été désavoué, les représentants des banques, de l'économie ont su se faire entendre, les partis ont joué leur rôle de courroie de transmission.

Quelle leçon tirer de cet épisode de notre histoire?

Tout d'abord un engagement réel des parlementaires. Ils étaient conscients de l'importance de l'enjeu. Ils n'ont pas tenu un rôle convenu. Ils ont vécu leur vote. Pas d'anti-parlementarisme donc.

Et pourtant les députés ont échafaudé trop de variantes, trop de «à condition que». Les commentateurs presque sans exception parlaient de poker (ou de poker menteur). Ces défis animaient la partie mais ne trompaient que le temps d'un Forum.

A relever que l'UDC, qui avait trois cartes à jouer, le oui, le non et l'abstention, les a jouées successivement si maladroitement qu'elle s'est déconsidérée. Il sera difficile à ce parti de faire admettre, lui qui se veut le héraut des droits populaires, qu'un tel traité échappe à la sanction du référendum. Si l'UDC s'est «marché dessus», c'est qu'elle a dû, au final, faire la démonstration que, sous ses airs populistes, elle est tenue en laisse par les forces économiques. Sa crédibilité électorale est atteinte durablement.

Cet épisode reste une manœuvre de sauvetage. Or, le pays n'a pas besoin d'écopeurs, mais de barreaux. La Suisse doit se repositionner, mettre fin à ses profits, déloyaux quand ils sont faits au détriment de pays partenaires. Il est impérieux qu'elle donne d'elle une autre image que celle d'un thésauriseur qui sauve ses privilèges.

L'attente de ce repositionnement est forte, elle devrait être portée par le Conseil fédéral, un autre Conseil fédéral. Il pourrait être représentatif et recteur de tous ceux qui professionnellement et socialement constituent le pays réel, inventif, engagé, et qui n'a rien à voir avec les turpitudes d'UBS.

Mais, dans cette Suisse bancaire, les conditions politiques de cette rupture ne sont pas pleinement réunies. Encore un effort!

Comment UBS a tiré les ficelles pour se mettre à l'abri du bouclier helvétique

Jean-Daniel Delley • 18 juin 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/14131>

Le rapport des Commissions de gestion du Parlement est lacunaire sur de nombreux points

Le rapport des Commissions de gestion du Parlement n'apporte pas toute la lumière sur les dérapages d'UBS et le manque

d'autonomie des responsables politiques. En concentrant ses critiques sur le gouvernement, ce rapport laisse dans l'ombre le rôle de la banque qui s'est servie de la Suisse pour se protéger.

Point besoin d'une commission d'enquête parlementaire (CEP), a décidé la majorité du Parlement.

Estimant que le volumineux rapport des Commissions de gestion (CdG) donne suffisamment d'informations sur le comportement des autorités fédérales dans le cadre de la crise financière internationale et du contentieux helvético-américain sur la transmission des noms de